

DÉLIBÉRATION

Membres en exercice : 80
Présents : 42
Pouvoirs : 15

CONSEIL DE TERRITOIRE SEANCE DU 21 FEVRIER 2019 A 20H00

Délibération CT2019/02/21-26 – Approbation de l'avenant n°2 au traité de concession d'aménagement de l'opération dite « ZAC des Bas-Heurts » à Noisy-le-Grand

Rapporteur : Christian DEMUYNCK, 12^{ème} Vice-président

DATE DE CONVOCATION : 15 février 2019

PRÉSIDENCE de Michel TEULET, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160)

PRÉSENTS : Mmes et MM. ALLEMON Eric, AMERICO Michel, AMORE Félicité, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, BARBIERI Michel, BARRAUD Amélie, BARTH Franck, BOUCHER Martine, BOYER Jean-Pierre, CALMEJANE Patrice, CAPILLON Claude, COPPI Katia, CRANOLY Rolin, DALLIER Philippe, DELORMEAU Christine, DEMUYNCK Christian, EPINARD Serge, FICCA Grégory, FIGEL-MARTEL Sylvie, GUILBERT Georges, HAEGE Dominique, HARDEL Patrice, HELENON Joëlle, HUART Marie-Claude, ISCACHE Martine, KLEIN Olivier, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MAHEAS Jacques, MARTINACHE François, RATEAU Chantal, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SCHLEGEL Eric, SCHUMACHER Alain, TESTA Richard, TEULET Michel, TORO Ludovic, VIEUX-COMBE Evelyne.

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes et MM. AMOZIGH Joëlle (pouvoir à MAHEAS Jacques), AWAD-SHEHATA Stéphanie, BAILLY Dominique, BENTAHAR Abdelkader, BLUTEAU Jean-Michel, BODIN Roger, BORDES Roselyne, BOUDJEMAI Kaïssa, BOURICHA Fayçale, BOUVARD Jacques (pouvoir à BOYER Jean-Pierre), CADORET Henri (pouvoir à TEULET Michel), CARBONNELLE Serge, CHOULET Michèle, CISSE Mariam, CLAVEAU Michèle (pouvoir à ALLEMON Eric), DESHOGUES Monique (pouvoir à CAPILLON Claude), FAUBERT Jacques, FAUCONNET Jean-Paul, GAUTHIER Christine (pouvoir à COPPI Katia), GENESTIER Jean-Michel (pouvoir à RATEAU Chantal), ITZKOVITCH Ivan, LELLOUCHE Nicole, MALJEAN Jean-Pierre (pouvoir à AMORE Félicité), MANTEL Aurélie, MARSIGNY Brigitte, MARTIN Pierre-Yves (pouvoir à LEMOINE Xavier), MARTINS Marylise, MAUPOUSSIN Stéphanie, METTEIL Magali (donne pouvoir à MAGE Pierre-Etienne), MIERSMAN Michel (pouvoir à EPINARD Serge), MILOTI Donni, PELISSIER André (pouvoir à MARTINACHE François), PRUDHOMME Gérard, REYGNAUD Marie-Françoise (pouvoir à SCHUMACHER Alain), SARDA Patrick (pouvoir à DALLIER Philippe), TAYEBI Samira (pouvoir à DELORMEAU Christine), THIBAUT Magalie, VAVASSORI Patricia.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : M. BARTH Franck

LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59 XV,

VU le décret n°2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand-Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5219-2 et suivants,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-1, L.300-4 et L.300-5,

VU le Code de l'Environnement,

VU la délibération du Conseil Municipal de Noisy-le-Grand n°16/203-1 en date du 16 décembre 2016 définissant les modalités de concertation préalable à l'opération d'aménagement du quartier des Bas-Heurts,

VU la délibération du Conseil Municipal de Noisy-le-Grand n°17/82 en date du 18 mai 2017 définissant les modalités de mise à disposition de l'étude d'impact relative au dossier de création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) des Bas-Heurts et du bilan de la mise à disposition,

VU la mise à disposition du public de l'étude d'impact et du projet de dossier de création de la ZAC des Bas-Heurts qui s'est déroulée du 4 au 18 septembre 2018,

VU la délibération du Conseil Municipal de Noisy-le-Grand n°17/162-1 en date du 19 octobre 2017, portant approbation du bilan de la concertation préalable à la création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) des Bas-Heurts,

VU la délibération du Conseil Municipal de Noisy-le-Grand n°17/162-2 en date du 19 octobre 2017 portant approbation du bilan de la mise à disposition du public de l'étude d'impact portant sur le projet de création de la ZAC des Bas-Heurts,

VU la délibération du Conseil Municipal de Noisy-le-Grand n°17/162-3 en date du 19 octobre 2017, approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) des Bas-Heurts,

VU la délibération du Conseil Municipal de Noisy-le-Grand n°17/162-4 en date du 19 octobre 2017, portant désignation de la SOCAREN comme aménageur de la ZAC des Bas Heurts,

VU la délibération du Conseil Municipal de Noisy-le-Grand n°17/162-5 en date du 19 octobre 2017, approuvant le traité de concession avec la société publique locale SOCAREN,

VU la délibération n°CM2017/12/08/04 de la Métropole du Grand Paris en date du 8 décembre 2017 portant sur la définition de l'intérêt Métropolitain en matière d'aménagement de l'espace Métropolitain, rendant d'intérêt territorial l'opération d'aménagement de la ZAC dite des « Bas Heurts » à Noisy-le-Grand et faisant de l'Etablissement Public Territorial Grand Paris Grand Est le nouveau pouvoir concédant de ladite opération,

VU la délibération du Conseil de territoire n°CT2018/07/03-08 en date du 3 juillet 2018 portant approbation des modalités de mise à disposition de l'étude d'impact et du projet de dossier de réalisation ainsi que du bilan de leur mise à disposition,

VU la délibération du Conseil de territoire n°CT2018/07/03/12 en date du 3 juillet 2018 relative à l'approbation du compte rendu annuel à la Collectivité locale de la SPL SOCAREN établi au titre de l'année 2017 dans le cadre de l'opération d'aménagement du secteur dit des Bas Heurts à Noisy-le-Grand,

VU l'arrêté du Président n°2018-462, en date du 15 octobre 2018, portant ouverture de la mise à disposition du public de l'étude d'impact et du projet de dossier de réalisation de la ZAC des Bas-Heurts,

VU la délibération du Conseil Municipal de Noisy-le-Grand n°18/185 en date du 6 décembre 2018 portant accord du Conseil Municipal sur le principe de réalisation du projet de programme des équipements publics créés dans la zone d'aménagement concerté (ZAC) des Bas-Heurts,

VU la délibération du Conseil de territoire n°CT2018/12/18-17 portant approbation du programme d'équipements publics de la ZAC des Bas-Heurts,

VU la délibération du Conseil de territoire n°CT2018/12/18-19 portant approbation de l'avenant n°1 au traité de concession d'aménagement de l'opération avec la SPL SOCAREN relatif à l'opération de la ZAC des Bas-Heurts,

VU la délibération du Conseil de territoire en date du 21 février 2019 portant approbation du bilan de la mise à disposition de l'étude d'impact et du projet de dossier de réalisation de la ZAC des Bas-Heurts,

VU la délibération du Conseil de territoire en date du 21 février 2019 portant approbation du dossier de réalisation de la ZAC des Bas-Heurts,

VU la délibération du Conseil de territoire en date du 21 février 2019 approuvant le protocole tripartite entre l'Etablissement public territorial, la Ville de Noisy-le-Grand et la SPL SOCAREN,

VU le projet d'avenant n°2 au traité de concession, ci-annexé,

Considérant que l'Etablissement public territorial est devenu, par l'effet des dispositions de l'article L.5219-5 IV du code général des collectivités territoriales, l'autorité compétente pour poursuivre la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC dite des « Bas Heurts » à Noisy-le-Grand,

Considérant que l'Etablissement public territorial s'est également vu transférer les droits et obligations détenus par la Commune Noisy-le-Grand au titre de la concession d'aménagement de ZAC dite des « Bas Heurts » qui la liait, depuis le 2 novembre 2017, à la SPL SOCAREN,

Considérant dès lors qu'il y a lieu de modifier par avenant le traité de concession de la ZAC des « Bas Heurts » afin d'intégrer l'Etablissement public territorial comme autorité concédante et de traiter les conséquences juridiques et financières liées au transfert de cette opération,

Après en avoir délibéré,

- 57 votants ;
- 3 abstentions.

APPROUVE l'avenant n°2 au traité de concession de la ZAC des « Bas Heurts » à Noisy-le-Grand

AUTORISE le Président à signer ledit avenant.

Ainsi fait et délibéré en séance, le 21/01/2019.



Le Président,

Michel TEULET

Le Directeur général des services,
par délégation du Président,
certifie le caractère exécutoire du présent
acte reçu en Préfecture le

Affiché - Notifié le
Le Directeur général des services,
Guillaume Clédière

05 MARS 2019

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil sis 7, rue Catherine Puig à Montreuil (93558). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet www.telerecours.fr.